

la nouvelle **ACTION FRANÇAISE**

HEBDOMADAIRE ROYALISTE - NOUVELLE SERIE - N° 32 - 1 FRANC - 9-12-71

L'ARGENT-ROI OU LE ROI ?

Bon gré, mal gré, avec malice ou sans malice, il faut bien reconnaître que la vertu de la V^e République est petite et que, pour une gamine de 13 ans, elle se montre plutôt délurée. De La Rochelle à la Villette, de la Villette à divers points de l'hexagone, il n'est question que de ses trafics, de compromissions diverses, de scandales où elle est mêlée, et où surgit toujours à la fin une barbouze, comme le raton-laveur dans L'Inventaire de Prévert. En un mot, une certaine baisse du prix des consciences paraît vouloir tempérer la hausse constante du prix des choses et des terrains.

On s'en étonnera peut-être, mais nous ne nous en réjouissons pas. Nous n'éprouvons aucun plaisir à déplaire aux gens en place, ni d'ailleurs à leur plaire. Nous ne les avons jamais pris pour des Romains, ils ne nous ont pas déçus. Enfin, les anecdotes sur leur vie privée nous semblent surtout privées d'intérêt, ne serait-ce que par l'inutilité des commentaires qui les accompagnent, soit désabusés sur l'éternelle corruption humaine, soit moralisateurs sur la nécessité de ramener un par un nos ministres et leurs petites amies à la vertu, soit encore faussement politiques, par l'espoir toujours déçu de « bonnes élections ».

Nous ne nous laisserons même pas entraîner à faire

quelque sermon sur la place excessive de l'argent dans la société contemporaine, car Maurras à ce moment nous interrompt et nous enseigne que « l'argent, en tant qu'argent, celui qui remplit sa fonction honnête ou neutre de simple argent » ne doit nous inspirer « aucun sentiment d'hostilité non plus que d'amitié ni d'envie ». Et il ajoute : « Je le voudrais bien à sa place. Je sais que, en démocratie, forcément, il monte trop haut. Le vertige démocratique le condamne à l'usurpation. » C'est bien là la question !

C'est la question même que nos amis Gérard Leclerc et Bertrand Renouvin introduisent, dans ce numéro, cette semaine. Ce nouveau débat sur la République et la Monarchie s'adresse à tous les Français insatisfaits qui acceptent de réfléchir sur les nouvelles au lieu d'en palpiter ou d'en frémir. Nous les invitons à vérifier que, par le mécanisme de la monarchie héréditaire qui, selon le mot de Renan, « séquestre » le pouvoir suprême « au-dessus des brigues et des trocs, un certain ordre d'injustice criante et de basse immoralité se voyait interdire la vie sociale ».

Il faut choisir en somme : l'Argent-Roi ou le Roi !

G.-P. WAGNER.

LYCÉES : L'ORDRE... MAIS QUEL ORDRE ?

Les lycées, moroses depuis la rentrée, se sont à nouveau agités cette semaine. Le motif de cette fièvre a été une circulaire « confidentielle » de M. Guichard ordonnant aux chefs d'établissements de reprendre en main leurs lycées et de sanctionner les absences aux cours. En application de cette circulaire, trois élèves du lycée Montaigne, qui avaient tenté d'organiser une grève et un meeting, ont été exclus par le conseil de discipline de l'établissement.

Cette mesure a entraîné un mouvement de solidarité avec « sit-in » (1) dans les lycées et défilé dans la rue. Le tout était orchestré principalement par la Ligue communiste. A l'heure actuelle, le mouvement semble s'essouffler, encore qu'une certaine agitation persiste dans plusieurs lycées parisiens et marseillais. Ceci confirme la lente détérioration du gauchisme.

Ramener l'ordre dans les lycées n'est pas pour nous déplaire et nous reconnaissons à toute autorité ce droit... sauf à M. Guichard. Il est en effet parfaitement scandaleux de voir un ministre qui se veut l'exécuteur testamentaire du faurisme, jouer les gendarmes.

Quand on défend une loi qui vise à abolir le rapport enseignant-enseigné et tend à instaurer des mini-parlements dans les lycées, on n'a pas le droit de sanctionner des jeunes qui ont eu le tort de prendre au mot les déclarations des démagogues de la rue de Grenelle.

Quand on maintient sous une façade « participationniste » une féroce centralisation bureaucratique dans l'Université, assortie d'une délirante politique d'orientation vers des classes-poubelles style « transition » ou « pratique » dans le premier cycle, quand on organise l'échec universitaire des deux tiers des élèves du second cycle, on ne peut revendiquer le titre de défenseur de l'ordre alors que l'on ne sauvegarde que sa caricature.

Au même moment où éclatait la grève de Montaigne, la Fédération de l'Education Nationale tenait son congrès, marqué par la poussée de la tendance communiste « Unité et Action ». Finalement celle-ci, maîtresse du S.N.E.S. (enseignement secondaire), n'a pu cette année encore prendre le contrôle de la F.E.N. par suite de l'appoint apporté aux « autonomes » socialisants par les trotskystes

du F.U.O. (Front d'Unité Ouvrière) proches de l'A.J.S. les plus caporalisés des gauchistes.

Cette alliance s'inscrit dans la tactique de l'A.J.S. et du F.U.O. : pratiquer « l'entrisme » dans le parti socialiste, notamment au niveau universitaire, afin d'éliminer Mitterrand et de faire de la social-démocratie le grand parti révolutionnaire.

La loi Faure, qui a majoré le rôle des groupes de pression politico-syndicaux dans l'Université, accélère bien entendu la cristallisation des tendances au sein de la F.E.N.

Pendant ce temps, notre enseignement met face à face des enseignants déboussolés, ne sachant plus quelle est leur fonction exacte : maîtres, chefs de garderie ou psycho-orientateurs, et des élèves massacrés en série par une mécanique ubuesque. Raison de plus pour organiser dans les lycées, le plus tôt possible, des « sit-in » enseignants-enseignés dirigés contre la République.

Jean-Pierre LEBEL.

(1) Grève sur le tas.

ÉLECTIONS : La Majorité en sursis ?

Dimanche dernier avait lieu le second tour de trois élections législatives partielles et de l'élection municipale de Versailles. La majorité ne trouvera guère de sujet de satisfaction dans les résultats.

Certes, le candidat centriste « duhamélien » emporte comme prévu l'ancien siège du radical Didier face au communiste. Mais ce gain est compensé par la spectaculaire défaite, à Rodez, du giscardien face à un « Centre Démocrate » : Non seulement M. Censi, dauphin de Boscarry Monserin, n'a pu l'emporter dès le premier tour comme son patron, ce qui s'explique par la forte position personnelle que possédait celui-ci, mais au second tour le centriste a fait le plein des voix de l'opposition, communiste inclus, ce qui lui vaut de triompher.

Enfin, dans la Drôme, le candidat U.D.R., qui n'avait aucune chance dans ce fief

socialiste, perd 13 % par rapport au second tour de 1968, et à Versailles, le député républicain indépendant échoue à nouveau devant Mignot, avec un score plus mauvais qu'en mars dernier.

Deux enseignements peuvent être tirés de ces résultats. D'abord, le pays manifeste sa lassitude à l'égard des candidats du pouvoir, notamment en bloquant systématiquement ses voix sur le candidat de l'opposition le mieux placé, quelles que soient les consignes des partis. Quelle est la part de l'usure du pouvoir, celle des scandales financiers, celle de l'incapacité des gouvernants à réaliser les réformes de structure de la société, c'est encore difficile à dire avec précision.

Deuxième constatation importante : la gauche ne profite pas de l'usure de la majorité tandis que les « centristes réformateurs » marquent des points. Dans

l'Aveyron, le « démocrate » passe au premier tour de 1971 à 28 % contre 13 % en 1967 et dans la Drôme, M^r Chancel a réalisé l'autre dimanche le score flatteur de 17 % alors qu'il n'y avait pas de candidat radical en 1967 et 1968. De plus, le seul succès de la majorité est remporté à Gap par un centriste.

Ceci nous incite à penser qu'en 1973, plutôt qu'une victoire de la gauche, on risque d'assister à une poussée des « réformateurs » et à un rééquilibrage de la majorité autour des gestionnaires technocrates actuellement dans le camp gouvernemental (Faure, Chaban) ou dans celui de l'opposition (J.-J. S.-S., Lecanuet).

Le danger des euro-technocrates, idéologues froids et faux prophètes hallucinés doit donc être plus que jamais combattu avec la dernière énergie.

Arnaud FABRE.

Les bâtards télévisés

Le 29 novembre, la Télévision nous proposait un « Procès » : « La fin des bâtards ». J'espère que nombreux furent nos amis qui suivirent cette émission.

Elle est le type parfait d'un procès truqué pour une mauvaise cause.

L'avocat du « pour », M^r Piat, passionnée et presque haineuse, se croyait devant une cour d'assises décadente. Ses témoins, à part M^{me} Françoise Giroud, Directeur de « l'Express », usèrent, probablement sous son inspiration, de la plus basse démagogie et semblaient parfois atteints de débilité mentale. Le « numéro » du Docteur Dolto, teinté de psychanalyse, me sembla bouffon.

M^r Cournot, tout au contraire, appuyé sur les excellents exposés de M. Mazeaud, député U.D.R., de M. Rousseau, président du Tribunal

et père de 11 enfants, et surtout du Docteur Huertas, éminent pédiatre, plaida avec rigueur et sincérité.

De quoi s'agissait-il ? Du projet de loi concernant la filiation des enfants illégitimes et adultérins.

La confusion, certainement recherchée, commence par le fait qu'actuellement l'enfant adultérin a droit aux « aliments » et est déjà beaucoup mieux protégé par la loi que l'enfant naturel.

Tout le monde est d'accord pour arracher à la misère des femmes abandonnées avec un enfant, mais un nationaliste ne peut admettre que la cellule sociale soit gravement perturbée.

Quant au drame de l'enfant illégitime, même réinséré dans une famille dont la

mère ne serait pas la sienne, et comme le prouvait l'éminent pédiatre, ce sont les enfants légitimes qui seraient bouleversés par la présence d'un enfant qui leur apporterait tous les jours la preuve d'une « erreur » de leur père.

L'absurde loi du nombre, la sensiblerie travestie en « justice », l'égalité poussée jusqu'à son extrême, expliquent seules le fait des jurés qui ont approuvé ce projet de loi par 7 voix contre 2.

Les « conservateurs » sont atterrés. Leurs derniers principes : la Famille, l'Eglise, la Patrie... tout s'en va malgré les bonnes élections et la bonne majorité qui en sortit.

C'est à nous de faire comprendre à ces braves gens que seul le retour à des idées justes, à « l'âge d'or du maurrassisme », pourra encore tout sauver. Mais il est temps d'agir et de réussir.

L'avenir de la Presse d'Opinion

Entretien avec Philippe TESSON

A l'heure où les puissances d'argent font sentir leur poids léonin sur la presse et menacent la survie de toute pensée libre comme l'avait prévu Maurras dans «L'Avenir de l'Intelligence», Combat et La Croix ont décidé de créer un cartel de la presse d'opinion. M. Philippe Tesson a bien voulu, à ce sujet, répondre aux questions de Gérard Leclerc.

G. LECLERC. — On parle beaucoup, ces derniers temps, de cette opération que vous avez lancée avec le journal *La Croix*, de ce débat sur la presse d'information et la presse d'opinion. Pourriez-vous nous dire en quoi elle consiste, quelles en sont les motivations ?

P. TESSON. — Les motivations profondes, comme vous pouvez l'imaginer, sont multiples, mais notre but ultime, pourquoi le cacher, est d'alerter les Pouvoirs publics, de les obliger à ouvrir d'urgence le dossier de l'aide à la presse. Ceci est notre but, notre finalité. Bien sûr, nous avons d'autres objectifs, par exemple sensibiliser l'opinion publique et notamment nos lecteurs, de telle sorte qu'ils soient informés de plus près des problèmes de la presse. Lorsque nous parlons d'aide à la presse, nous n'entendons pas obtenir des aides financières supplémentaires, mais obtenir par rapport à la grande presse — la presse de structures exclusivement capitalistes — des avantages, particulièrement au niveau de la T.V.A., de la publicité, du prix du papier et des messageries, de la distribution.

La T.V.A. est un problème trop complexe pour que je puisse m'étendre dessus, mais au niveau du papier, nous demandons que la subvention ne soit pas accordée, indistinctement et indifféremment, à tous les journaux, quels que soient leur tirage et la surface qu'ils accordent à la publicité. Nous trouvons qu'il est parfaitement anormal que *France-Soir*, par exemple, se fasse payer trois fois, par l'Etat, les lecteurs et les annonceurs, le coût du papier, alors qu'il jouit d'un tarif préférentiel. Récemment il y a eu quatre pages de publicité sur le dernier film d'Alain Delon dans *France-Soir*, pensez à ce que cela représente sur les tonnes de papier utilisé. Nous demandons donc qu'il y ait une distinction entre grande presse et petite presse, ou plutôt entre le papier réservé à l'information et le papier réservé à la publicité, étant entendu que le premier doit être détaxé ou le second plus largement taxé. Pour ce qui est de la distribution, c'est le même problème ; la ristourne faite par les messageries étant identique, qu'il s'agisse d'un journal à grande ou à petite diffusion. Là aussi, nous demandons des disparités, des disparités dont nous serons les premiers à bénéficier bien entendu, ce qui est normal puisque nous plaçons le droit à l'information, le droit à la survie des petites entreprises.

G. LECLERC. — Pensez-vous que ce problème, ces problèmes intéressent seulement les quotidiens, ou s'étendent-ils

aux hebdomadaires, à la presse en général ?

P. TESSON. — Non..., notre action, puisque nous sommes des quotidiens, intéresse les quotidiens. Vous devez savoir que le sort des hebdomadaires d'opinion est beaucoup moins menacé que celui des quotidiens. Les conditions de fabrication, les dépenses, les charges ne sont pas les mêmes.

G. LECLERC. — A priori il semble qu'il n'y ait pas équivalence de situation entre *La Croix* et *Combat*, puisque le premier fait partie d'un grand trust et le deuxième est seulement *Combat*.

P. TESSON. — Evidemment il y a beaucoup de différences entre *La Croix* et *Combat*. Sans parler des différences de structures, nous nous différencions sur le plan économique ; *La Croix* a 90.000 abonnés et, je crois, une vente au numéro de l'ordre de 20 à 30.000. *Combat* a, pour sa part, une proportion inverse, du moins je veux dire que nos chiffres ne sont pas les mêmes. Nous avons peu d'abonnés, mais plus de vente au numéro que n'en a *La Croix*. De ce fait, *La Croix* est plus intéressée par les problèmes de routage — et vous savez que le gouvernement va augmenter les tarifs postaux. Ceci est aussi une de nos revendications.

Pour en revenir aux différences entre nos deux quotidiens, *Combat* est en revanche plus préoccupé par les messageries. En définitive nous avons « globalisé » toutes nos revendications en une sorte de catalogue. Bien sûr, *La Croix* appartient à un groupe — celui de la Bonne Presse — alors que *Combat* est un journal indépendant, qui appartient à un homme. Mais cela n'empêche pas les soucis communs, d'où notre association dans cette lutte. Les problèmes du *Monde* ou de *La Nation* sont également renfermés dans ce catalogue ; par exemple, le refus de la concession aux lecteurs, le commentaire privilégié à l'information, les tribunes libres, formule très dangereuse, commercialement parlant. Il y a aussi un autre point. Vous me direz qu'il ne nous est pas particulier puisqu'il touche aussi *France-Soir*, c'est le déficit, qui est important, voire menaçant — pour *Combat* en particulier.

G. LECLERC. — Croyez-vous à l'avenir de la presse écrite face à la télévision, la radio, aux formes nouvelles que revêt et revêtira l'information ?

P. TESSON. — Oui, j'y crois beaucoup. Je crois que de toute façon, la presse écrite sera toujours complémentaire de la grande presse d'images, de la presse audiovisuelle. A ce propos, il y a un point que je n'ai pas encore soulevé — ce que je ferai prochainement dans *Combat* —, celui des journalistes. C'est en même temps une réponse à Jacques Fauvet : on peut peut-être difficilement distinguer journal d'information et journal d'opinion, mais par contre on peut très bien distinguer journaliste d'information et journaliste d'opinion. Je crois qu'il y aura toujours des journalistes politisés, militants, analystes,

etc., tels que l'on en trouve à *Combat*. Ils ne pourront jamais s'exprimer à la télévision. C'est une des raisons pour laquelle je crois en l'avenir de la presse écrite.

Pour ce qui est de la presse d'information, je ne sais pas... Je vais vous dire que les conditions économiques faites à la presse — la concentration par exemple — sont telles qu'il est vraisemblable que le nombre des journaux ira en diminuant. Ce qui d'ailleurs augmentera la force des journaux restant.

On entend dire continuellement, et je le crois, que dans quelques années il ne restera plus que deux journaux du matin : un journal « bourgeois » — suivez mon regard — et un journal populaire, style *Paris-Jour* ou *Le Parisien* ; le soir, un grand journal d'information, c'est indispensable ne serait-ce, hélas, que pour les courses, et un journal sérieux. Et puis un certain nombre de journaux, trois ou quatre, d'opinion ; soit des quotidiens de partis ou de mouvements politiques, soit des quotidiens dans le genre de *Combat*. Parallèlement, ne parlons pas de la presse audiovisuelle, il a une nouvelle formule à laquelle je crois, c'est la presse professionnelle quotidienne, quand on voit, dans le *Monde* par exemple, le nombre de rubriques, Constructions, Agriculture, Commerce, etc., on conclut que les lecteurs recherchent de plus en plus un repaire, s'intéressent à l'activité concernant leur domaine professionnel. Cela prouve aussi qu'ils ne lisent pas le reste du journal. Je crois donc à l'avenir d'une presse spécialisée, je le crois d'autant plus que j'en ai fait moi-même l'expérience. J'ai tenté l'expérience avec un quotidien médical dans lequel six pages sont consacrées à l'activité, à l'information professionnelle et deux à l'information générale, très résumée. Je crois que cette formule sera celle de demain.

G. LECLERC. — Une dernière question. Vous connaissez la thèse de Maurras, développée dans «L'Avenir de l'Intelligence», où il craint un âge de fer, une intelligence qui serait prisonnière des forces d'argent, du capitalisme monopolistique, de «l'or». Pensez-vous qu'il convient d'être pessimiste ? L'intelligence est-elle vraiment dépendante de «l'or» ou peut-on espérer des perspectives plus favorables ?

P. TESSON. — C'est un très long débat, qui dépasse le cadre de la presse, mais qui est déterminant. On le résout, en général, suivant le tempérament que l'on a. Personnellement je donne à cette question une réponse favorable mais je peux difficilement argumenter cette position. Il y a des spécialistes, par exemple Garaudy, qui donne une analyse quelquefois très convaincante — mais je n'ai pas sa culture et je ne suis pas marxiste.

Pour ma génération, les hommes de quarante ans, il est certain qu'il y a une vingtaine d'années, le rapport entre l'intelligence et les forces d'argent était autre que maintenant, plus à l'avantage de l'intelligence. Il faut dire que c'était au len-

(suite de la page 3)

demain d'un cataclysme et que l'effort intellectuel après un désastre est toujours plus facile. Il est non moins certain qu'aujourd'hui nous sommes dans une société d'abondance ou de pré-abondance, et que la matière a quelque peu étouffé l'esprit. Si je ne suis pas pessimiste c'est que je crois profondément à la grâce, à la rédemption, à tout ce qui échappe à l'homme et en même temps lui appartient. C'est aussi que dans un cadre concret, une sorte d'instinct de conservation finira par jouer, que ceux qui détiennent des responsabilités à quelque niveau que ce soit, ceux qui ont un devoir, une tâche, qui sacrifient volontiers leur vie personnelle à une finalité, ne serait-elle que professionnelle, ceux-là seront toujours des remparts suffisants.

G. LECLERC. — Vous ne pensez pas qu'il faudra pour cela une révolution, quelque chose d'institutionnel ?

P. TESSON. — Là, vous posez le problème sur le plan politique que je ne veux pas aborder ici. Contrairement à ceux qui jugent que tout est politique, je crois que tout a une traduction politique, ce qui est tout à fait différent. Cette résistance, dont je vous parlais précédemment, aura une traduction politique. Quant à vous dire laquelle...

Pour ce qui est du gouvernement de l'argent..., je crois que l'on y est en plein. Et dès qu'il est question d'argent...

G. LECLERC. — Ce peut être aussi le règne d'une bureaucratie anonyme, le capitalisme est à l'heure actuelle beaucoup moins personnalisé, entre les mains de...

P. TESSON. — ...D'une classe bureaucratique. Oui, bien sûr. Je vous précise qu'une position optimiste n'exclut pas des soubresauts, la traversée de cataclysmes. Mais je vois l'issue favorable sinon je ne me battrais pas. Je pense que la science peut apporter l'équilibre, la sagesse, inventer une nouvelle philosophie, une nouvelle attitude.

G. LECLERC. — Vous ne pensez pas qu'une telle optique peut être dangereuse ? La science peut certes donner un esprit de rigueur, de sagesse, mais je ne pense pas qu'elle puisse nous éclairer, nous expliquer les finalités, ce que j'appellerai le royaume des finalités.

P. TESSON. — Je ne suis pas d'accord avec vous. Je crois qu'il reste tellement de choses à découvrir, en biologie par exemple, que l'on finira par donner des explications déterminantes pour la philosophie, c'est-à-dire pour la sagesse que l'on retire de la connaissance. N'étant pas un scientifique, je ne connais pas, scientifiquement ces problèmes. Mais disons que je fais un pari optimiste.

G. LECLERC. — Vous n'êtes en définitive pas loin du courant de pensée positiviste, de celui d'un des maîtres de Maurras, Auguste Comte ?

P. TESSON. — Non, pas très éloigné.

ERRATUM

Dans le numéro 29 de la "N.A.F." (17 novembre 1971), une erreur matérielle nous a fait attribuer à Christian Dujardin un article sur Fos qui avait été rédigé par J.-P. Lebel. Nous nous en excusons bien vivement auprès de nos deux collaborateurs.

PARIS-BAGNOLE

On ne dira plus que l'Etat pompodolien fait preuve d'immobilisme. Il agit. La preuve, c'est qu'il vient de présenter au Conseil de Paris un sensationnel projet de « voie express » sur la rive gauche de la Seine. On pourra ainsi traverser Paris à 80 km/h. Quelle joie. Et de plus l'automobiliste émerveillé découvrira de nouveaux points de vue, comme sur la « voie express » rive droite. Quel bonheur. Seuls des esprits chagrins pourraient faire remarquer qu'à 80 km à l'heure, avec les fouinants, les autres à doubler et les gosses derrière qui font les andouilles, on n'a pas tellement le temps d'admirer Notre-Dame et les autos qui passent en sens inverse sur l'autre voie.

Autre petit inconvénient : les amoureux de Paris, et les amoureux tout court, perdront cette magnifique promenade qui allait sans discontinuer du Pont Sully au Pont Royal. Certes, l'administration a promis de faire un effort. Du Pont Sully au Pont de l'Archevêché, la « voie express » sera placée contre le rempart, des jardins seront réalisés entre l'autoroute et la Seine (avec des lapins roses sur le gazon, sans doute) et une « loggia-caféteria » sera installée. On verra bien, mais peut-être ne verra-t-on rien du tout car les belles promesses de ce genre sont souvent « oubliées » à la fin des travaux. Mais s'il y a des jardins, ce sera vraiment joli de voir passer sous son nez des tas de voitures. Et puis les enfants seront au bon air.

Il y a pire encore. Du Pont-au-Double au Petit-Pont, la promenade disparaîtra puisqu'une voie ferrée interdit de masquer l'autoroute. De même, du Petit-Pont

au Pont-Neuf, la voie sera apparente et, en face, la promenade du quai des Orfèvres disparaîtra afin que le fleuve ne soit pas rétréci. Par contre, on pourra se promener du Pont Neuf au Pont des Arts.

Voilà comment on détruit un site, et des plus remarquables. On comprend que les gens soient furieux et que Ionesco propose « des exécutions publiques pour les responsables de ce crime contre l'esprit ».

(1). Mais l'administration a un autre point de vue : « La pire des choses en cette affaire, déclare M. Herzog (2), serait de se laisser aller aux élucubrations sentimentales. L'important, ce sont les comptages. » (3)

On peut aller très loin avec de tels raisonnements, par exemple remplacer Notre-Dame par une tour administrative (ce serait rentable) ou construire un petit immeuble de luxe au Vert-Galant (ça supprimerait les hippies).

Quant à l'amélioration de la circulation, parlons-en. M. Herzog a-t-il oublié que la « voie express », rive droite, était saturée quelques semaines après son entrée en service ? En fait la voie rive gauche ne servira qu'à attirer dans Paris de nouveaux automobilistes alors qu'il faudrait les en faire partir. Politique idiote, barbare et à courte vue, tout à fait caractéristique de l'urbanisme pompodolien. Politique qu'il faut empêcher à tout prix. Les Parisiens ont sauvé l'année dernière le square de l'Archevêché. Nous serons à leurs côtés pour défendre les berges de la Seine contre les maniaques de l'automobile.

B. LA RICHARDAIS.

(1) Cité par l'Express du 29 novembre.

(2) Directeur de l'Aménagement urbain.

(3) Cité par l'Express du 29 novembre.

LE LIBÉRALISME CONTRE LA NATURE

Quand un technicien de l'Aménagement du territoire se double d'un amoureux de la nature, quand il a le courage de dire ce qu'il pense de la politique actuelle et ce qu'il souhaite pour l'avenir, cela donne un livre passionnant.

C'est le cas de l'ouvrage de Philippe Saint-Marc. Ancien président de la Mission d'Aménagement de la Côte d'Aquitaine, celui-ci était bien placé pour dresser le bilan de la politique française en matière d'environnement et d'urbanisme. Politique injustifiable qui conduit à la destruction de la nature et à une dégradation accélérée du milieu urbain, chacun sait que les fleuves et les mers deviennent des égouts, que le littoral ressemble de plus en plus à un mur de béton, que les forêts disparaissent et que les montagnes se couvrent de grands ensembles.

Cependant, « Socialisation de la Nature » ne se résume pas à un bilan, si complet soit-il, Saint-Marc a cherché à remonter aux causes, qui sont politiques : si la ville meurt, c'est la conséquence de la centralisation. Si la pollution menace notre existence, c'est en raison d'une conception de la croissance qui conduit à privilégier la quantité et la « rentabilité ». Si les paysages les plus beaux disparaissent sous les constructions, c'est parce que l'Etat

est d'une faiblesse scandaleuse face aux pressions des groupes privés. Là encore, ce que l'on devinait est établi par une suite de faits irréfutables.

Pour Philippe Saint-Marc, le choix est donc clair : il faut « détruire la nature ou changer la société ». En effet, si la technique peut facilement venir à bout des nuisances industrielles, la nature ne sera pas sauvée tant que les structures juridiques et politiques n'auront pas été transformées. La méthode est bonne, elle est même la seule possible. Cependant, il y a quelque naïveté à chercher dans un gouvernement mondial et dans le suffrage universel l'ultime recours. N'est-ce pas le caractère électif de l'Etat qui permet la pression des groupes financiers et industriels ? Par contre, Saint-Marc a raison de réclamer la disparition du libéralisme, la socialisation de la nature. Car si, comme il le souhaite, la socialisation implique la limitation du droit de propriété, un pouvoir accru des collectivités publiques face aux groupes privés et une nouvelle conception de la croissance, alors vive le socialisme ! Mais ce socialisme-là est-il compatible avec la démocratie ?

Yves LANDEVENNEC.

(1) Socialisation de la Nature (Stock).

District Parisien : Urbanisme, villes nouvelles, pays réel

Dans le cadre du schéma directeur d'aménagement de la Région parisienne, cinq villes nouvelles ont finalement été retenues par les instances ministérielles et régionales. Ce sont Cergy-Pontoise, Saint-Quentin-en-Yvelines (ex-Trappes), Evry, Tigery-Lieusaint et la ville nouvelle de la Vallée de la Marne.

Ces agglomérations urbaines devront en principe constituer des centres d'activité autonomes de la capitale. L'équilibre des emplois secondaires et tertiaires devra y être assuré. Les équipements collectifs, administratifs, culturels et sanitaires, devront y fonctionner. Centres d'attraction, les villes nouvelles devront aider à la reconstruction de la banlieue parisienne.

Malheureusement, l'examen des faits conduit à démentir l'optimisme des auteurs des projets.

LA RÉGION URBAINE

Il y a quelques années était lancé le thème de la « Région urbaine ». Désormais, l'opposition entre la ville et la campagne, les citadins et les ruraux serait dépassée. Dans une même région, les espaces bâtis et les espaces verts devraient coexister harmonieusement, l'équilibre des emplois agricoles, industriels, et de services correspondre aux besoins de la population. Cette théorie séduisante n'a qu'un défaut majeur : elle est impossible à réaliser dans les limites administratives de la Région parisienne. Paris ne comporte à l'origine aucun des trois facteurs essentiels de la production : les ressources énergétiques, les matières premières et la main-d'œuvre. Mais le mécanisme de l'Etat républicain et du capitalisme de monopole conduit à les y attirer, à drainer vers Paris les richesses naturelles de la nation, et à mobiliser la province pour qu'elle fournisse le meilleur d'elle-même à la capitale et à son environnement.

Il est assez évident que ce système conduit à l'absurde et à la crise permanente. Il est aussi évident qu'il est impossible d'y mettre fin par des réformes — partielles par définition — et que seule une révolution politique nationaliste peut y remédier au moyen d'une action administrative et économique qui s'étendra sur plus d'une génération.

Cela suppose sans doute, non seulement le changement de régime politique (l'élection démocratique), mais aussi de briser les rouages administratifs et financiers du système. Et dans la mesure où se développent les tendances, à « l'urbanisme sauvage » — cher à M. Chalandon — de créer une véritable Région urbaine avec les villes nouvelles dans le Centre de la France, aujourd'hui abandonné au profit de Paris et des régions frontalières de l'hexagone. De cette manière, peu à peu, l'excédent des populations banlieusardes parisiennes pourrait être incité efficacement à s'y transférer.

LA VIE QUOTIDIENNE DANS LES VILLES NOUVELLES

Si les villes nouvelles de la Région parisienne ont pour but d'accueillir les populations provinciales et les jeunes générations — sans aucun souci d'aménagement rationnel du territoire national, quoi qu'on en dise —

c'est autant à l'inertie propre aux institutions en place qu'on le doit qu'aux féodalités politiciennes et aux groupes de pression financiers qui en vivent.

La spéculation foncière — sujet actuellement fort à la mode — constitue l'aspect principal de la question.

Le prix des terrains est tel dans Paris que la capitale devient de plus en plus réservée aux bureaux des grandes entreprises et aux couches fortunées de la population. Paradoxalement, Paris se dépeuple aux dépens de la banlieue. A un Paris bourgeois s'opposera une barrière prolétaire avec ses ensembles industriels, ses cités-dortoirs et son sous-prolétariat (les bidonvilles, les chômeurs, les inadaptés sociaux : le « peuple des barrières » du XIX^e siècle, les « classes laborieuses et les classes dirigeantes » dont parle Louis Chevalier).

Depuis dix ans on a beaucoup multiplié les « zones à urbaniser en priorité », les « zones d'aménagement » différé, etc., « gelant » ainsi avec un arbitraire assez rare des dizaines de milliers d'hectares dans le souci d'empêcher une spéculation foncière individuelle et une urbanisation désordonnée.

Il ne semble pas pourtant que l'efficacité de telles mesures soit prouvée : tel secteur « zadé » pendant des années ne verra jamais de constructions importantes. Tel schéma directeur n'a pas empêché l'implantation de « Parly II » dans un secteur réservé aux espaces verts et interdit à la construction. Mais M. de Balhary a ses relations. Les dérogations ministérielles anonymes, la politique du fait accompli, sont innombrables. On voit aujourd'hui le directeur de l'équipement des Hauts-de-Seine être limogé. Mais combien d'autres sont passés inaperçus du public ?

L'aéroport de Roissy-en-France, dont la superficie dépasse celle de la ville de Paris, va s'étendre sur des terrains immenses achetés à deux propriétaires fonciers seulement. Gageons que leur rémunération n'a pas été négligeable...

Les villes nouvelles, promet-on, ne seront pas de simples cités-dortoirs comme Sarcelles ou Vélizy-Villacoublay. Des centres administratifs, commerciaux, hospitaliers, culturels, universitaires et de loisirs y seront installés.

Des voies d'accès et des transports en commun corrects y existeront. Tôt ou tard en effet tout cela se produira. Mais il est fort improbable que dès l'installation d'une population importante dans la ville nouvelle cela existe. On retrouve ici l'argument habituel du manque de crédits.

Alors il faudra bien que les habitants de Cergy-Pontoise ou de la Vallée de la Marne attendent et « campent aux portes de la ville ».

Que dire aussi de l'esthétique ? Qu'il s'agisse des « grands ensembles » ou des « zones pavillonnaires », c'est le triomphe de la laideur qui s'étend. A Saint-Quentin-en-Yvelines, le mauvais goût a été la règle d'or pour la construction d'un ensemble de villas prétentieuses. La mauvaise qualité des immeubles et la violation des règles de sécurité sont également fréquentes.

HABITANTS : STOCKÉS POUR LA CONSOMMATION

Et puis il y a le mode de vie. La ville nouvelle, c'est la société de consommation : un centre commercial, un centre de « loisirs et de culture », un centre de santé, un centre administratif, un centre universitaire et scolaire. L'uniformisation est la règle. La ville nouvelle est faite pour des salariés : ouvriers ici, employés là et cadres ailleurs. Qu'on ne vienne pas parler de professions libérales, de commerçants et artisans et autres catégories sociales réactionnaires en voie de disparition accélérée. Dans la ville nouvelle, l'habitant va au travail le matin, rentre chez lui le soir pour regarder la télévision, ne rencontre que des gens comme lui. Le samedi, il va au centre commercial (et au centre administratif éventuellement). Le dimanche il s'ennuie, ou utilise sa voiture dans les embouteillages. Un seul facteur résiduel, marginal, source unique de contestation possible : la « bande de jeunes ». On pourra tenter d'y remédier par des effectifs policiers accrus et des centres sportifs et de loisirs.

Ainsi vont Paris et sa banlieue vers l'horizon 1985 : la technocratie modèle sa société d'hommes asservis dans un « meilleur des mondes » propre à toutes les décadences mais qu'accroît la domination psychologique des moyens modernes de communication audio-visuels.

Dans ce contexte, il y a d'immenses possibilités révolutionnaires. Tout le problème de l'Action française est de les mobiliser avant qu'elle ne soit gagnée de vitesse par des forces politiques étrangères.

Socialement la faillite de l'urbanisme de l'Etat républicain dans la Région parisienne est peut-être la plus grave conséquence du régime démocratique en France.

Henri VILLEMART.

NAF TELEX

• AVOCATS : A la séance de rentrée, brillant discours de notre ami M^r Hervé Catta, premier secrétaire sortant de la conférence du stage. Celui-ci a été suivi d'un exposé intelligent de M^r Georges Lévy sur l'affaire Stavisky... qui eut le don de renfrogner les visages des officiels. M. Vivien, secrétaire d'Etat au logement, très pâle au naturel, était pour le coup franchement cadavérique. Allons, Monsieur le Ministre, remettez-vous : Stavisky était l'escroc du « Crédit Mobilier ». Vos amis politiques qui, eux, « font » au contraire dans l'immobilier n'étaient donc pas visés.

• S.D.E.C.E. : les sénateurs ont amputé de moitié les crédits accordés à notre service de contre-espionnage. C'est un mauvais coup porté à la défense nationale. Que la « piscine » soit à purger de ses eaux polluées c'est certain. De là à détruire ou amoindrir un organe indispensable à notre sécurité, il y a un pas que les démagogues gâteaux du Luxembourg n'ont pas hésité à franchir.

INDE-PAKISTAN : LA GUERRE

La guerre a éclaté, on le sait, entre le Pakistan et l'Inde. Axel Alberg en explique les origines qui remontent à la décolonisation et à la partition de la plus grande colonie britannique.

Une fois de plus, les pesanteurs de l'Histoire l'ont emporté sur les volontés des idéologues. Quel que soit le résultat de la guerre qui oppose l'Inde et le Pakistan, la partition établie par le colonisateur anglais est morte.

Face à la masse hindoue, une solidarité s'était nouée entre l'Angleterre impériale et les musulmans épars dans tout le continent indien. L'estime britannique allait aux descendants du grand Mogol, et Kipling chantait les guerriers du Pandjab. L'un des créateurs du renouveau musulman en Inde, Sayyed Ahmed, déclarait : *« C'est notre désir ardent, que le régime anglais demeure éternellement dans l'Inde. »* Pour freiner les progrès du parti du Congrès, les Anglais encourageaient la création de la Ligue musulmane. Poursuivant cette politique de division, le vice-roi, lord Curzon, sépara le Bengale occidental (Calcutta) peuplé d'hindouistes, des districts orientaux (Dacca) du fort peuplement musulman. Aux divisions politiques, les Anglais ajoutèrent la participation religieuse : en 1909, l'administration instaura deux collèges électoraux distincts, les croyants des deux religions votant séparément. En vue d'opposer une personnalité à Gandhi, les Anglais favorisèrent l'ascension de Mohammed Ali Jinnah, tout pénétré de la fierté coranique, en même temps que gentleman irréprochable. Gandhi avait même pensé à en faire un Premier ministre du nouvel Etat indien ; mais il était trop tard : Jinnah voulait un Etat musulman unifié et théocratique.

Malgré les tentatives de Gandhi pour sauvegarder l'unité, la partition fut proclamée le 15 août 1947. Cette « vivisection », comme la qualifie l'historien René Grousset, fut immédiatement suivie de massacres qui prirent la dimension d'une guerre de religion ; treize millions de réfugiés s'entassèrent sur les routes, tandis que deux millions de personnes trouvaient la mort au cours de ces combats. Cette guerre ne parvint même pas à effectuer un échange de populations : l'Inde garda quarante millions de musulmans, tandis que le Pakistan englobait quarante millions d'Hindous. Cette situation n'empêcha pas le gouvernement travailliste anglais de garder bonne conscience : la décolonisation du continent indien était faite...

LES ALÉAS DE LA DÉCOLONISATION

Les deux pays s'installèrent alors dans l'absurdité. La partition avait séparé les champs de jute (établis au Pakistan Oriental) des ateliers de tissage (situés en Inde). Les champs de coton avaient été donnés au Pakistan, mais les usines de cotonnade restaient à l'Inde. La lutte douanière entre les deux Etats ne facilitait pas les relations économiques. Le

Pakistan dut se créer de toutes pièces une capitale, tandis que l'Inde élevait une cité gouvernementale près de la vieille ville de Delhi.

A peine établie, la partition territoriale fut contestée de tous côtés : le Pakistan revendiqua la province du Cachemire peuplée de musulmans, mais dont le « leader », le cheik Abdullah soutenait l'Inde. Dans cette mosaïque de provinces et d'ethnies, un souverain local, le Nizam d'Hyderabad de religion musulmane prétendit maintenir son autorité sur ses sujets indouistes.

En octobre 1948, l'armée indienne envahit le royaume d'Hyderabad et l'annexa à la République. Le Pakistan connaissait les mêmes difficultés : les Pathans, de race afghane, demandèrent leur rattachement à l'Afghanistan tandis qu'en 1952 éclataient les premières émeutes bengalaises. Aux tiraillements locaux s'ajoutèrent les difficultés intérieures : l'Inde dut mater les premières révoltes de paysans pauvres. Son pacifisme foncier ne l'empêcha pas d'envahir Goa pourtant peuplée par une majorité de Portugais.

Une caractéristique rassemble cependant les deux pays : la mainmise totale des féodaux de l'économie sur l'Etat. Derrière les chefs militaires qui dirigent le Pakistan (Ayoub Khan, puis Yahya Khan) se dissimulent des financiers et des grands industriels appuyés sur les capitaux américains. En Inde, les magnats de la finance subventionnent le parti du congrès de Nehru et de sa fille Indira Gandhi qui préféra s'en prendre aux rajahs déchus plutôt qu'aux potentats de l'industrie. « La jeune République indienne connaît ainsi (comme la France sous la Monarchie de juillet) la domination des grands industriels et de la haute banque », confirme l'historien Panniker dans « La Face de l'Asie ».

La République indienne, fondée sur la non-violence de Gandhi, consacre la moitié de son budget à la défense, tout comme son voisin le Pakistan. Les grandes puissances entretiennent d'ailleurs cette psychose de l'agression permanente. Le Pakistan appartient à l'O.T.A.S.E. et reçoit des armes américaines, et, depuis quelques années, des armes chinoises. L'U.R.S.S. arme et subventionne l'Inde, tandis que la France vend de l'armement aux deux pays. L'Inde pacifiste s'est déjà battue deux fois contre le Pakistan, en 1948 et en 1965, et une fois contre la Chine, en 1962.

Dès le début de la décolonisation, l'Inde s'est affirmée comme la tête du « neutralisme actif », ce qui lui a valu le soutien de l'U.R.S.S. face à la Chine ; à la conférence de Bandoeng, en 1955, l'Inde avait proposé la « troisième voie » entre le capitalisme et le communisme, ce qui ne l'empêchait pas d'avoir un régime fondé sur les puissances d'argent, avec la participation du P.C. pro-soviétique !

LA CHINE !

Mais la grande ennemie de l'Inde reste la Chine ; les deux puissances les plus

peuplées du monde sont en rivalité constante depuis plusieurs années. Les motifs ne manquent pas : l'Inde reproche à la Chine son appui aux révoltes paysannes, en particulier aux Naxalites du Bengale. La Chine en veut à l'Inde d'être l'alliée de l'U.R.S.S., d'avoir pris position contre elle lors de la conquête de Thibet (cf. l'appui discret donné au Dalaï-Lama réfugié en Inde), et enfin de posséder une stature de grande puissance dans le Sud-Est asiatique. La politique traditionnelle de la Chine a toujours été de désirer un continent indien faible et déchiré. En appuyant le très conservateur gouvernement du maréchal Yahya Khan, la Chine réagit en grande puissance pour qui les impératifs révolutionnaires peuvent être retardés. Le gouvernement de Pékin sait qu'il peut compter sur un soutien intérieur au Pakistan même : le parti populaire pro-chinois d'Ali Bhutto a remporté les dernières élections, et le gouvernement militaire pakistanais sait qu'il doit composer avec cette opposition. Le soutien donné au gouvernement de Karachi n'empêche pas la Chine de laisser agir le parti national awwami de Maulana Bashani au Bengla-Desh.

Quant aux autres grandes puissances, elles se garderont bien de remettre en cause la partition de 1947 ; ce serait contester les partages territoriaux artificiels sur lesquels sont fondés la plupart des pays ayant accédé à l'Indépendance. L'U.R.S.S. elle-même, malgré son soutien à l'Inde, avait proposé sa médiation en 1965, ce qui avait abouti au cessez-le-feu de Tachkent. Les conflits sont trop nombreux dans le sud-est asiatique pour que les grandes puissances tolèrent longtemps l'ouverture d'un nouveau front.

La France, qui entretient de bonnes relations avec les deux pays, peut proposer sa médiation ; celle-ci a sans doute été sollicitée par Indira Gandhi lors de son récent voyage à Paris. Cette médiation sera-t-elle efficace ? Certainement, si les grands impérialismes la tolèrent pour réparer leurs propres fautes.

Axel ALBERG.

LA GARE D'ORSAY

La démolition prochaine de la gare d'Orsay constitue une illustration supplémentaire des règles qui président à l'urbanisme parisien. Ce bâtiment, intégré dans le site, dont le gros œuvre est en parfait état, fera place à un hôtel ultra-moderne qui déparera le site. Qu'importe ! Tout profit pour les démolisseurs et tout profit pour les constructeurs.

On manque de crédits, donc gaspiller les fonds disponibles !

RÉUNIONS ET CONFÉRENCES

PARIS XIV^e

Permanence tous les mercredis de 19 à 21 heures, Café Lakanal, angle avenue René-Coty et place Denfert-Rochereau (métro : Denfert-Rochereau).

PARIS XV^e

Permanence tous les vendredis à partir de 21 heures, au Café des Sports, 25, rue Alain-Chartier, salle du sous-sol (métro : Convention).

92 - SUD

(Bourg-la-Reine - Sceaux - Antony)
Etudiants et lycéens, cercle le jeudi 18 heures et permanence à 19 heures, au café Concordet (5 minutes de la gare à Bourg-la-Reine).

PARIS NORD-EST

Permanence tous les mardis à partir de 21 heures, au café « La Mandoline », 2, avenue Secrétan (métro : Jean-Jaurès).

V-VI-XIII-XIV^e

Mercredi 15 décembre :

Réunion d'information au Café « Le Rozes », Place d'Italie, Paris-13 sous la présidence de :

Bertrand RENOUVIN
membre du comité directeur de l'Action Française
avec François Martin et
Gérard Palis.

ORLÉANS

Conférence d'Arnaud Fabre de Rieu-nègre, rédacteur en chef de la *Nouvelle Action Française*, et Patrice Bertin : « La Nouvelle Action Française, tradition et progrès ».

Le 15 décembre, salle Hardouineau, mairie d'Orléans, à 21 heures.

AIX-EN-PROVENCE

Cercle lycéens : tous les vendredis de 16 heures à 18 heures, chez Olivier Girard, 26, rue Venel, 13 - Aix.
Etudiants : tous les jeudis de 20 h 30 à 22 heures, chez Antoine Daurin, rue Papassandi, 13 - Aix.

BORDEAUX

Jeudi de 17 h 30 à 18 h 30 (permanence), et de 21 heures à 22 h 30 (cercle), Café Français, place Pey-Berland.

Pour tous renseignements, écrire à J.-J. Boisserolle, B.P. 37, 33 - Bordeaux (or).

RENNES

16 décembre : conférence de M^r G.-P. Wagner, président du Comité directeur de l'A.F. « La Nouvelle Action Française : Tradition et Progrès. »

CHARENTE

Vendredi 10 décembre, conférence de Gérard Leclerc : « La N.A.F., tradition et progrès ». Salle Philharmonique, place de la Gendarmerie à Angoulême, à 21 heures.

Pour toute correspondance : Ph. Thomas, B.P. 242, 16 - Angoulême-Louvel.

LIMOGES

Conférence de Gérard Leclerc : « La Nouvelle Action Française ».

Le jeudi 9 décembre à la mairie, salle n° 1, rue J.-P.-Timbaud.

GRENOBLE

La N.A.F. et A.F.U. sont en vente chez France-Agence, 6, place Victor-Hugo à Grenoble.

Permanence : au local, 4, square des Postes :

— Vendredi de 17 heures à 19 h 30.

— Samedi de 15 heures à 19 h 30.

Cercle Etudiant : tous les vendredis à 20 h 30, chez Henri Augier, 25, boulevard Clemenceau à Grenoble.

TOURS

Conférence de Gérard Leclerc : « Pour une stratégie royaliste ».

Le jeudi 16 décembre à 21 heures, au Grand-Hôtel, place de la Gare.

AIX-EN-PROVENCE

Cercle lycéens : tous les vendredis de 16 heures à 18 heures, chez Olivier Girard, 26, rue Venel, 13 - Aix.

Etudiants : tous les jeudis de 20 h 30 à 22 heures, chez Antoine Maurin, rue Papassandi, 13 - Aix.

RUEIL

Jeudi 9 décembre, conférence de Gérard Palis : « La N.A.F., tradition et progrès ». Chez M. Brumeaux, 8, rue des Godardes, 92 - Rueil.

EN BRETAGNE DU 13 AU 19 DÉCEMBRE

M^r Georges-Paul Wagner, président du Comité Directeur de l'Action Française, parlera à :

♦ RENNES, 16, rue de Châteaudun (entrée sous le porche), le jeudi 16 décembre à 20 h 45.

Gérard Leclerc, directeur politique de la "N.A.F.", parlera à :

♦ SAINT-BRIEUC, mardi 14 décembre à 20 h 30, salle n° 2, caserne Charnes, boulevard Charnes.

♦ BREST, mercredi 15 décembre à 20 h 30, Hôtel des Voyageurs, boulevard Georges-Clemenceau.

♦ LORIENT, vendredi 17 décembre à 20 h 30, Hôtel Beauséjour, 2, place d'Alsace-Lorraine.

♦ VANNES, samedi 18 décembre à 20 h 30, au "Concorde", 15, rue Thiers.

Arnaud Fabre, rédacteur en chef de la "N.A.F.", parlera à :

♦ NANTES, jeudi 16 décembre à 20 h 30, sur « L'A.F. face au problème breton » (le lieu sera précisé dans le prochain numéro).

INSTITUT DE RECHERCHES

Un groupe d'étude sur les problèmes sociaux est en formation. Les personnes intéressées sont priées d'écrire à :

« Institut de Recherches de la N.A.F. »
17, rue des Petits-Champs
75 - PARIS (1^{er})

L'AF A TOULOUSE

Le samedi 27 novembre, devant cinquante auditeurs attentifs, Philippe Ricalens lançait, en présence de Jean Toublanc, membre du Comité directeur de l'Action française, le centre de propagande de la N.A.F. à Toulouse.

Après avoir rappelé comment, il y a douze ans, il avait entrepris un sérieux travail d'implantation dans la région toulousaine, Philippe Ricalens allait expliquer les motifs de son adhésion à la N.A.F. Jean Toublanc, ensuite, exposa les raisons de notre combat et le cadre stratégique dans lequel nous allons le mener.

Cette réunion, grâce à un effort important des responsables locaux de la N.A.F., a permis de mettre en place les structures d'action de notre mouvement et de repérer les militants sur lesquels les responsables pourront compter pour donner aux populations toulousaines l'espoir que demain la démocratie sera à la lanterne. Dans la ville des frères Saraut, l'A.F. paraît bien vivante. Aux militants toulousains de confirmer cette impression.

NAF TELEX

• BRAVES GAUCHISTES ! : M. Soustelle, le politicien d'extrême-droite qui s'illustra en préparant le retour au pouvoir du Général et en brouillant les cartes dans le combat pour l'Algérie Française, n'a pu parler à Caen, d'Israël, pour lequel il a les yeux de Chimène. Que les gauchistes mettent à mal l'avocat n° 1 du lobby israélien en France n'est pas pour nous déplaire. Ils servent pour une fois à quelque chose et nous épargnent cette peine.

• PUTEAUX : M. Ceccaldi-Reynaud, maire de la ville, ex-socialiste rallié à la majorité, ne voit pas ses affaires s'arranger. Un de ses hommes de main, M. Lesage, vient d'affirmer sur l'honneur que la fusillade de mars dernier au cours de la campagne électorale, fusillade qui allait coûter la vie d'un homme, avait été ordonnée par son patron.

M. Ceccaldi-Reynaud se prendrait donc pour Al Capone ? Nous serions tentés de le croire.

la nouvelle
ACTION FRANÇAISE

Restauration nationale

édité par S.N.P.F.

17, rue des Petits-Champs,
Paris-1^{er} - Tél. : 742-21-93

Abonnement : 35 francs.

C.C.P. NAF, Paris 642-31

Directeur de la publication :
YVAN AUMONT

Imprimerie Abexpress
72, rue du Château-d'Eau, Paris-10^e

UN NOUVEAU DÉBAT SUR LA RÉPUBLIQUE ET LA MONARCHIE

Le 23 juin 1969, dans le *Figaro littéraire*, M. Eugène Ionesco publiait un article qui constituait une véritable profession de foi monarchiste : « On finira bien un jour, concluait-il, par restaurer la monarchie contre la dictature et l'anarchie. »

Cette prise de position assez exceptionnelle ne suscita à l'époque que peu d'échos. Et pourtant, elle posait une question essentielle. Un homme de grand talent et de grande intelligence osait braver tous les conformismes pour affirmer cette vérité simple : depuis l'ouragan de 1789, la France n'avait jamais retrouvé son équilibre institutionnel.

La continuité, exceptionnelle en république, du régime du général De Gaulle, avait pu faire illusion. L'explosion de Mai 1968 s'était chargée de montrer que de profonds déséquilibres et une crise intellectuelle et morale d'une rare acuité se cachaient derrière un retour apparent de l'ordre. L'ordre, du moins l'ordre formel, l'ordre dans la rue, ne suffisait pas. La continuité politique elle-même n'était pas une fin en soi.

A supposer que cette continuité dure longtemps encore, à supposer que la Constitution de 1958 ne contienne pas de virtualité de coups de force, il reste que l'Etat est fait pour la Société et non la Société pour l'Etat. Les événements de Mai avaient eu l'avantage de le rappeler. Ces institutions renouées, dont on célébrait sans cesse les mérites en faisant honte à la IV^e République de son incohérence et de son anarchie, n'avaient pas porté de remède au mal français dans la mesure où, à l'anarchie parlementaire elles n'avaient fait que substituer un césarisme administratif et technocratique.

Conscient du caractère étouffant de son régime et de sa centralisation bureaucratique, le général De Gaulle voulut entreprendre des réformes et accroître la participation des citoyens à leurs propres affaires. On sait ce qu'il en advint. Après lui M. Chaban-Delmas a proclamé la nécessité de substituer à une « société bloquée » une « nouvelle société » où les rapports sociaux seraient radicalement changés.

Les mois passent, mais la nouvelle société et ses rapports de participation n'apparaissent pas. Récemment M. Pompidou était contraint de dénoncer la tyrannie des bureaux. Le Pouvoir, déclarait-il, est actuellement entre les mains d'un certain nombre de fonctionnaires, qui ne se soucient guère des réalités humaines et dont pourtant l'influence est telle que les mi-

nistres eux-mêmes « risquent » d'en devenir prisonniers : « Il est bien évident, disait le président de la République, qu'on ne peut, à partir d'un bureau parisien et par la seule logique du raisonnement, mesurer la portée pratique de dispositions abstraites ni leurs conséquences sur la vie des citoyens. »

Si le mal était ainsi justement décrit, la cause n'en était pas indiquée et sans doute n'en était pas sérieusement recherchée. Car si M. Pompidou s'était avisé de pousser sa réflexion plus avant, son républicanisme aurait été mis à rude épreuve. La bureaucratie et la technocratie sont en effet les conséquences directes de l'incapacité de la république parlementaire à gouverner le pays et à légiférer correctement. C'est l'instabilité ministérielle, c'est l'incompétence du personnel politique de la IV^e République qui a permis à des fonctionnaires anonymes et irresponsables de s'emparer du Pouvoir.

Certes, en se tournant vers les Parlements, pour leur suggérer de servir de contrepoids à la tyrannie des bureaux, M. Pompidou paraissait appeler de ses vœux une authentique représentation des intérêts du pays. C'était mal choisir ses représentants. Les députés, qui sont élus selon des critères partisans, ne peuvent donner qu'une image déformée des réalités nationales. D'autre part leur rôle quasi inexistant dans le présent ne pourrait être effectif que par un retour au parlementarisme et aux incohérences d'antan.

La distinction élémentaire entre le parlementarisme et la représentation n'est pas possible en démocratie où le pouvoir, selon la doctrine, appartient à la volonté populaire. Le peuple qui exerce en droit le pouvoir n'a pas besoin théoriquement d'être représenté auprès de lui-même et c'est ainsi que le pays, tout en élisant et tout en payant des députés fainéants, ne trouve en fait personne pour exprimer en son nom ni personne pour entendre, non pas ses opinions que le vent emporte mais ses états, c'est-à-dire, comme l'écrivait Maurras, « La figure vivante de son être, de sa situation, de sa position permanente dans l'espace et le temps. »

Les conséquences sclérosantes et oppressives du faux principe de la volonté populaire étaient déjà clairement dénoncées, il y a un siècle, par le comte de Chambord quand il déclarait que la Révolution de 1789 avait substitué à une nation de citoyens un Etat d'administrés. Chaque année les faits vérifient un peu plus la déclaration de ce prince.

Ainsi, en dépit du verbiage de ses politiciens, la démocratie fournit-elle le cadre et la justification intellectuelle du système le plus inhumain : le totalitarisme. Ainsi, par le fait de la démocratie, la société naturelle désagrégée se réduit-elle à une machine tentaculaire, servie par un Etat sans mémoire et sans volonté, puissant pour écraser les libertés mais impuissant pour promouvoir et plus encore pour dominer l'expansion économique incapable de résoudre les problèmes sociaux autrement que par la violence et finalement intolérant, au nom du principe majoritaire, de toutes les contestations que son action suscite. La crise intellectuelle et morale la plus forte peut-être qui ait jamais secoué notre pays ne sera pas résolue par des mots lancés dans la foire électorale ni par des bulletins jetés dans l'urne. Le concordat nécessaire qui mettra fin à la faillite institutionnelle ne sera trouvé ni dans les modèles utopiques proposés par le courant révolutionnaire ni dans les modèles conservateurs proposés par la classe politique. Il est clair enfin que la démocratie, qu'elle soit virulente ou atténuée, s'oppose par sa nature même aux deux réformes les plus urgentes de notre temps, la séparation de l'Université et de l'Etat et la séparation de l'Etat et de l'Argent.

Est-ce alors faire un acte d'allégeance au passé et non pas plutôt un acte vrai d'espérance en l'avenir que de demander si la restauration de l'amitié dans notre Nation, si sa défense et sa vie, si son art de vivre et ses libertés ne seront pas mieux préservés que par la pesante et anonyme machine électorale, par une autorité responsable et vivante, par un Etat qui, suivant le mot fameux de Bossuet, durant et se perpétuant « par ces mêmes causes qui font durer l'univers et qui perpétuent le genre humain », se trouve le plus naturellement libre de conserver ou d'innover, et de gouverner en toute indépendance.

Nous voulons que le nouveau débat sur la République et la Monarchie, qui va s'ouvrir ici, la semaine prochaine, retentisse dans l'esprit de tous les Français, de quelque philosophie ou de quelque absence de philosophie qu'ils se réclament, à condition qu'ils acceptent, avec nous, loyalement, de « rendre les armes à la vérité ».

Bertrand RENOUVIN,
Gérard LECLERC.

La semaine prochaine, la réponse de
GABRIEL MATZNEFF
écrivain